



CHAPITRE 59

Loi modifiant l'article 98 de la Loi des compagnies de Québec

[Sanctionnée le 26 février 1953]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 276,
a. 98, am.

Compagnie du
type fa-
miliai.

1. L'article 98 de la Loi des compagnies de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 276) est modifié en y ajoutant, à la fin, le paragraphe suivant:

"4. Toutefois, lorsqu'il s'agit de l'élection de directeurs d'une compagnie qui n'a jamais offert d'actions de son fonds social en vente au public et dont au moins soixante pour cent des actions est détenu par les membres d'une même famille, le président n'a pas droit à un second vote ou vote prépondérant, mais dans ce cas, s'il y a égalité de voix et impossibilité pour les actionnaires de s'entendre sur le choix d'un ou de plusieurs directeurs, celui-ci ou ceux-ci sont désignés, parmi les personnes qualifiées pour remplir la fonction, par un comité d'arbitrage composé de trois personnes nommées ainsi qu'il suit: une par chacun des actionnaires ou groupes d'actionnaires opposés et la troisième par les deux arbitres ainsi nommés; si ceux-ci ne s'entendent pas pour faire cette nomination, elle est faite, sur requête sommaire d'un actionnaire, signifiée au siège social de la compagnie, avec au moins un jour d'avis de sa présentation, par le juge en chef de district ou le juge en chef adjoint de district, selon que le siège social de la compagnie est situé dans un

CHAPTER 59

An Act to amend section 98 of the Quebec Companies Act

[Assented to, the 26th of February, 1953]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 98 of the Quebec Companies Act (Revised Statutes, 1941, chapter 276) is amended by adding thereto, at the end, the following subsection:

"4. Nevertheless, in the case of the election of directors of a company which has never offered shares of its capital stock for sale to the public and of which sixty per centum or more of the shares are held by members of the same family, the chairman shall not be entitled to a second or casting-vote, but in such case, if there is an equality of votes, and the shareholders cannot agree on the choice of one or more directors, such director or directors shall be chosen, from amongst the persons qualified for office, by a board of arbitration composed of three persons appointed as follows: one by each of the opposing shareholders or groups of shareholders and the third by the two arbitrators so appointed; if the latter do not agree on such appointment, it shall be made, on summary petition by a shareholder, served at the corporate seat of the company, with at least one day's notice of its presentation, by the chief district judge or the associate chief district judge, according as the corporate seat of the company is situated in a judicial district

R.S.,
c. 276,
s. 98, am.

Company
of the
family
type.

district judiciaire relevant de la juridiction administrative de l'un ou de l'autre. A défaut par l'un ou par l'autre de ces actionnaires ou groupes d'actionnaires de nommer son arbitre séance tenante ou dans les deux jours qui suivent l'assemblée, celui-ci est désigné par le juge en chef de district ou le juge en chef adjoint de district, suivant la même procédure."

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

within the administrative jurisdiction of the one or of the other. On failure by one or other of such shareholders or groups of shareholders to appoint his or its arbitrator at the meeting or within two days thereafter, he shall be designated by the chief district judge or associate chief district judge, in accordance with the same procedure."

2. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.